

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/202562]

15 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 30 novembre 2023 portant création d'un Passeport Entreprise déterminant la qualification des entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 novembre 2023 portant création d'un Passeport Entreprise déterminant la qualification des entreprises, articles 2, 5, 7, alinéa 2, et 10, § 2, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 février 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 février 2023;

Vu le rapport du 7 février 2023 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis standard n^o 65/2023 du 24 mars 2023 de l'Autorité de protection des données, auquel l'Autorité renvoie par décision du 27 avril 2023 dans le dossier CO-A-2023_149 cm;

Considérant l'avis n^o1534 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 3 avril 2023;

Vu l'avis 75.021/2 du Conseil d'État, donné le 1^{er} février 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o " le décret » : le décret du 30 novembre 2023 portant création d'un Passeport Entreprise déterminant la qualification des entreprises;

2^o « le SPW EER » : le Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche;

3^o " le rapport préliminaire » : le rapport remis à l'entreprise qui lui permet d'apprécier l'analyse faite par le gestionnaire et la qualification de l'entreprise préliminaire retenue, et de faire valoir ses observations par rapport à celles-ci.

CHAPITRE 2. — Désignation du gestionnaire

Art. 2. Conformément à l'article 2 du décret, le SPW EER est désigné comme gestionnaire, pour réaliser les missions énoncées dans le décret et ci-après dénommé gestionnaire.

CHAPITRE 3. — Demande, délivrance, renouvellement, mise à jour et durée de validité du Passeport Entreprise

Art. 3. La demande de délivrance ou de renouvellement du Passeport Entreprise est réalisée par le biais de la plateforme. Les informations à fournir par l'entreprise en vertu des articles 9, § 2, et 10, § 2, du décret sont également fournies au travers de la plateforme.

Art. 4. La demande de Passeport Entreprise s'effectue au moyen d'un formulaire qui reprend l'identité de l'entreprise et, celle de la personne physique, ou son mandataire, qui introduit la demande au nom de l'entreprise.

L'entreprise est responsable des conséquences découlant de la communication de données incorrectes.

Avant de traiter la demande, le gestionnaire s'assure que celle-ci est présentée par une personne pouvant légalement représenter l'entreprise ou, par une personne mandatée par cette-dernière. Le gestionnaire s'en assure en consultant les documents ou éléments disponibles. Si nécessaire, le gestionnaire demande la communication des documents qui démontrent le pouvoir de représentation de l'entreprise.

Le gestionnaire peut requérir que la personne visée à l'alinéa 3 s'identifie sur la plateforme au moyen de sa carte d'identité électronique.

Le gestionnaire accuse réception de la demande par courriel adressé à l'adresse renseignée dans le formulaire de demande.

La demande de Passeport Entreprise donne lieu à une décision dans un délai de trois mois à partir du moment où le dossier est considéré comme complet au sens de l'article 6.

Art. 5. Pour le traitement de la demande, le gestionnaire utilise les données nécessaires contenues dans le formulaire, recueille les autres données nécessaires auprès des sources authentiques identifiées à l'article 9, § 2, du décret, les analyse en application des règles européennes relatives à la qualification des entreprises, et communique à l'entreprise son rapport préliminaire par le biais de la plateforme.

Art. 6. Le gestionnaire peut demander à l'entreprise de lui communiquer les informations manquantes par le biais de la plateforme.

L'entreprise dispose d'un délai d'un mois à partir du lendemain de la date de la réception de la communication de l'information manquante de la part du gestionnaire pour envoyer l'information manquante par courriel.

Si l'entreprise ne respecte le délai prévu à l'alinéa 2, le gestionnaire lui envoie un rappel par le biais de la plateforme, ce qui prolonge le délai de dix jours ouvrés.

Passé le délai prévu à l'alinéa 3, le gestionnaire classe le dossier sans suite. Il en informe l'entreprise concomitamment.

L'entreprise peut, par la suite, présenter une nouvelle demande conformément à l'article 4.

Art. 7. Le rapport préliminaire reprend la liste des données sur base desquelles il est établi.

L'entreprise signale au gestionnaire toute erreur dans les données la concernant, dans un délai de dix jours ouvrés à partir du lendemain de la date de réception par courriel via la plateforme du rapport préliminaire.

Dans le délai visé à l'alinéa 2, l'entreprise peut confirmer son accord avec le rapport préliminaire ou, en cas de désaccord, transmettre ses observations motivées au gestionnaire. Ces observations sont accompagnées des documents complémentaires pertinents pour l'application des règles européennes relatives à la qualification des entreprises.

Si l'entreprise communique ses observations pertinentes dans le délai visé à l'alinéa 2, le gestionnaire les intègre à ses analyses, afin d'établir un rapport final et le délivre par courriel via la plateforme le Passeport Entreprise dans un délai de dix jours ouvrés.

Si l'entreprise marque son accord avec le rapport préliminaire ou si l'entreprise ne communique pas de demande de rectification ou d'observation dans le délai, le gestionnaire délivre le Passeport Entreprise par courriel via la plateforme sur la base du rapport préliminaire.

Le gestionnaire avertit l'entreprise de la délivrance par le biais de la plateforme ainsi que par courriel adressé à l'adresse renseignée dans le formulaire de demande.

Art. 8. Sauf dans les cas prévus dans le présent arrêté, le Passeport Entreprise est délivré pour une durée d'un an à compter de sa délivrance. À son terme, le Passeport Entreprise est renouvelable, pour une nouvelle durée d'un an, sur demande de l'entreprise, selon la procédure visée à l'article 4 par le biais d'un formulaire de renouvellement disponible sur la plateforme.

La demande de renouvellement s'analyse conformément aux articles 5 à 7.

Art. 9. Conformément à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 3, du décret, l'entreprise peut à tout moment consulter les données la concernant ainsi que son Passeport Entreprise, par le biais de la plateforme.

Art. 10. § 1^{er}. Conformément à l'article 10, § 2, alinéa 1^{er}, du décret, l'entreprise titulaire du Passeport Entreprise a l'obligation d'informer le gestionnaire de toute modification concernant la composition de son actionnariat, ses éventuelles participations dans d'autres entreprises ou toute autre donnée reprise sur le Passeport Entreprise conformément à l'article 6 du décret.

L'entreprise en informe le gestionnaire par le biais de la plateforme. L'entreprise est responsable de toutes les conséquences qui découlent de l'absence d'information du gestionnaire.

Sur base de ces informations et conformément aux articles 5 à 7, le gestionnaire délivre, le cas échéant, un nouveau Passeport Entreprise par courriel via la plateforme.

§ 2. Le gestionnaire peut vérifier d'initiative la pertinence et la validité des informations reprises dans la base de données interne du gestionnaire et dans le Passeport Entreprise de l'entreprise.

Le gestionnaire qui constate une modification concernant la composition de l'actionnariat, des éventuelles participations dans d'autres entreprises ou de toute autre donnée reprise sur le Passeport Entreprise conformément à l'article 6 du décret, invite, par courriel via la plateforme, l'entreprise titulaire du Passeport Entreprise à renouveler sa demande de Passeport Entreprise conformément aux articles 5 à 7 par le biais d'un formulaire de renouvellement disponible sur la plateforme.

L'entreprise a un délai de quinze jours ouvrés à dater de la réception du courriel via la plateforme afin d'introduire la demande de renouvellement visée à l'alinéa 2. Passé ce délai, le gestionnaire retire le Passeport Entreprise conformément à l'article 11 du présent arrêté.

Art. 11. Le gestionnaire retire, avant son échéance, le Passeport Entreprise de l'entreprise qui ne respecte pas le décret, le présent arrêté d'exécution ou les règles européennes relative à la qualification des entreprises.

Le gestionnaire avertit l'entreprise de son intention de retirer le Passeport Entreprise et des raisons de ce retrait par courriel via la plateforme.

L'entreprise dispose d'un délai de quinze jours ouvrés à partir de la réception du courriel via la plateforme visée à l'alinéa 2 pour mettre à jour ses données selon la procédure visée aux articles 5 à 7 du présent arrêté.

Passé ce délai, en cas d'absence de régularisation ou d'absence de réponse de l'entreprise, le gestionnaire procède au retrait du Passeport Entreprise et en informe l'entreprise par courriel via la plateforme.

CHAPITRE 4. — *Consultation du Passeport Entreprise par les services du Service public de Wallonie*

Art. 12. Lorsque les services du Service public de Wallonie doivent connaître la qualification d'une entreprise dans le cadre de leurs compétences, ils consultent le Passeport Entreprise établi par le gestionnaire. Les services du Service public de Wallonie peuvent effectuer cette consultation en accédant directement à la base de données Passeport Entreprise, selon les conditions et modalités déterminées par le ministre.

CHAPITRE 5. — *Consultation du Passeport Entreprise et accès à la base de données Passeport Entreprise par d'autres autorités publiques*

Art. 13. En application de l'article 7 du décret, le gestionnaire peut passer des protocoles avec une autorité publique accordant des aides aux entreprises afin de lui permettre de vérifier la qualification des entreprises en consultant le Passeport Entreprise de ces entreprises, en accédant à la base de données Passeport Entreprise.

Les protocoles déterminent les conditions financières, les critères techniques et les modalités d'accès à la base de données Passeport Entreprise, afin de pouvoir procéder à la consultation des Passeports Entreprise dans le respect du décret et de ses arrêtés d'exécution.

Les protocoles contiennent une clause de révision. La révision a lieu lorsque la base de données Passeport Entreprise est reconnue comme une source authentique, en application de l'article 8 du décret.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2024.

Art. 15. Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/202562]

15. FEBRUAR 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 30. November 2023 zur Einführung eines Unternehmenspasses zur Bestimmung der Einstufung von Unternehmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 30. November 2023 zur Einführung eines Unternehmenspasses zur Bestimmung der Einstufung von Unternehmen, Artikel 2, 5, 7 Absatz 2 und 10 § 2 Absatz 2;

Aufgrund der am 9. Februar 2023 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 16. Februar 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 7. Februar 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Standardstellungnahme Nr. 65/2023 der Datenschutzbehörde vom 24. März 2023, auf die die Behörde mit Beschluss vom 27. April 2023 in der Akte CO-A-2023_149 cm verweist;

In Erwägung der am 3. April 2023 abgegebenen Stellungnahme Nr. 1534 des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie;

Aufgrund des am 1. Februar 2024 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 75.021/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Dekret": das Dekret vom 30. November 2023 zur Einführung eines Unternehmenspasses zur Bestimmung der Einstufung von Unternehmen;

2° "ÖDW WBF": der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

3° "Vorbericht": der dem Unternehmen ausgehändigte Bericht, der es ihm ermöglicht, die vom Verwalter vorgenommene Analyse und die ausgewählte Voreinstufung des Unternehmens zu bewerten und dazu Stellung zu nehmen.

KAPITEL 2 — *Benennung des Verwalters*

Art. 2 - Gemäß Artikel 2 des Dekrets wird der ÖDW WBF zum Verwalter benannt, um die im Dekret genannten Aufgaben zu erfüllen, und wird im Folgenden als Verwalter bezeichnet.

KAPITEL 3 — *Beantragung, Ausstellung, Verlängerung, Aktualisierung und Gültigkeitsdauer des Unternehmenspasses*

Art. 3 - Der Antrag auf Ausstellung oder Verlängerung des Unternehmenspasses wird über die Plattform gestellt. Die Informationen, die das Unternehmen gemäß Artikel 9 § 2 und Artikel 10 § 2 des Dekrets übermitteln muss, werden ebenfalls über die Plattform bereitgestellt.

Art. 4 - Der Antrag auf einen Unternehmenspass wird mithilfe eines Formulars gestellt, das die Identität des Unternehmens und der natürlichen Person oder ihres Vertreters, die den Antrag im Namen des Unternehmens einreicht, enthält.

Das Unternehmen ist für die Folgen verantwortlich, die sich aus der Angabe falscher Daten ergeben.

Bevor der Verwalter den Antrag bearbeitet, vergewissert er sich, dass dieser von einer Person eingereicht wird, die das Unternehmen rechtmäßig vertreten kann oder von einer von ihr bevollmächtigten Person. Der Verwalter stellt dies sicher, indem er die verfügbaren Dokumente oder Elemente prüft. Falls erforderlich, fordert der Verwalter die Offenlegung von Dokumenten an, die die Vertretungsbefugnis des Unternehmens belegen.

Der Verwalter kann verlangen, dass sich die in Absatz 3 genannte Person mit ihrem elektronischen Personalausweis auf der Plattform identifiziert.

Der Verwalter bestätigt den Erhalt des Antrags per E-Mail, die an die im Antragsformular angegebene Adresse gerichtet ist.

Über den Antrag auf einen Unternehmenspass wird innerhalb von drei Monaten ab dem Zeitpunkt entschieden, an dem die Unterlagen im Sinne von Artikel 6 als vollständig betrachtet werden.

Art. 5 - Zur Bearbeitung des Antrags verwendet der Verwalter die im Formular enthaltenen notwendigen Daten, sammelt die anderen notwendigen Daten von den in Artikel 9 § 2 des Dekrets identifizierten authentischen Quellen, analysiert sie in Anwendung der europäischen Vorschriften über die Einstufung von Unternehmen und übermittelt dem Unternehmen seinen Vorbericht über die Plattform.

Art. 6 - Der Verwalter kann das Unternehmen über die Plattform auffordern, ihm die fehlenden Informationen mitzuteilen.

Das Unternehmen verfügt über eine Frist von einem Monat ab dem Tag nach dem Erhalt der Anforderung der fehlenden Informationen durch den Verwalter, um die fehlenden Informationen per E-Mail zu senden.

Hält das Unternehmen die in Absatz 2 genannte Frist nicht ein, sendet der Verwalter über die Plattform eine Erinnerung, wodurch sich die Frist um zehn Arbeitstage verlängert.

Nach Ablauf der in Absatz 3 genannten Frist schließt der Verwalter den Antrag ohne weitere Maßnahmen ab. Gleichzeitig informiert er das Unternehmen darüber.

Das Unternehmen kann danach einen neuen Antrag gemäß Artikel 4 stellen.

Art. 7 - Der Vorbericht enthält eine Liste der Daten, auf deren Grundlage er erstellt wird.

Das Unternehmen meldet dem Verwalter innerhalb von zehn Arbeitstagen ab dem Tag, der auf den Erhalt des Vorberichts per E-Mail über die Plattform folgt, alle Fehler in den Daten, die es betreffen.

Innerhalb der in Absatz 2 genannten Frist kann das Unternehmen seine Zustimmung zu dem Vorbericht bestätigen oder, falls es nicht einverstanden ist, dem Verwalter seine begründeten Anmerkungen übermitteln. Diesen Anmerkungen werden zusätzliche Dokumente beigefügt, die für die Anwendung der europäischen Vorschriften über die Einstufung von Unternehmen relevant sind.

Wenn das Unternehmen seine relevanten Anmerkungen innerhalb der in Absatz 2 genannten Frist übermittelt, nimmt der Verwalter diese in seine Analysen auf, um einen Abschlussbericht zu erstellen, und stellt diesen innerhalb von zehn Arbeitstagen per E-Mail über die Plattform Unternehmenspass zu.

Wenn das Unternehmen dem Vorbericht zustimmt oder wenn das Unternehmen innerhalb der Frist keine Berichtigungswünsche oder Anmerkungen mitteilt, stellt der Verwalter den Unternehmenspass auf der Grundlage des Vorberichts per E-Mail über die Plattform aus.

Der Verwalter benachrichtigt das Unternehmen über die Ausstellung über die Plattform sowie per E-Mail an die im Antragsformular angegebene Adresse.

Art. 8 - Außer in den in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Fällen wird der Unternehmenspass für die Dauer eines Jahres ab seiner Ausstellung ausgestellt. Nach Ablauf der Gültigkeitsdauer kann der Unternehmenspass auf Antrag des Unternehmens nach dem in Artikel 4 beschriebenen Verfahren mithilfe eines auf der Plattform verfügbaren Verlängerungsformulars um ein weiteres Jahr verlängert werden.

Der Antrag auf Verlängerung wird gemäß Artikel 5 § 7 geprüft.

Art. 9 - Gemäß Artikel 10 § 1 Absatz 3 des Dekrets kann das Unternehmen über die Plattform jederzeit die Daten über sich selbst und seinen Unternehmenspass einsehen.

Art. 10 - § 1. Gemäß Artikel 10 § 2 Absatz 1 des Dekrets ist das Unternehmen, das Inhaber des Unternehmenspasses ist, verpflichtet, den Verwalter über jede Änderung bezüglich der Zusammensetzung seiner Aktionäre, seiner eventuellen Beteiligungen an anderen Unternehmen oder jeder anderen Angabe, die gemäß Artikel 6 des Dekrets in den Unternehmenspass aufgenommen wurde, zu informieren.

Das Unternehmen informiert den Verwalter über die Plattform. Das Unternehmen ist für alle Folgen verantwortlich, die sich daraus ergeben, dass der Verwalter nicht informiert wurde.

Auf der Grundlage dieser Informationen und gemäß den Artikeln 5 bis 7 stellt der Verwalter gegebenenfalls einen neuen Unternehmenspass per E-Mail über die Plattform aus.

§ 2. Der Verwalter kann aus eigener Initiative die Relevanz und Gültigkeit der Informationen überprüfen, die in der internen Datenbank des Verwalters und im Unternehmenspass des Unternehmens enthalten sind.

Der Verwalter, der eine Änderung hinsichtlich der Zusammensetzung der Aktionäre, eventueller Beteiligungen an anderen Unternehmen oder anderer gemäß Artikel 6 des Dekrets in den Unternehmenspass aufgenommener Angaben feststellt, fordert das Unternehmen, das Inhaber des Unternehmenspasses ist, per E-Mail über die Plattform auf, seinen Antrag auf Ausstellung eines Unternehmenspasses gemäß Artikel 5 bis 7 mit Hilfe eines auf der Plattform verfügbaren Verlängerungsformulars zu verlängern.

Das Unternehmen muss innerhalb von 15 Arbeitstagen nach Erhalt der E-Mail über die Plattform den in Absatz 2 genannten Antrag auf Verlängerung stellen. Nach Ablauf dieser Frist entzieht der Verwalter den Unternehmenspass gemäß Artikel 11 des vorliegenden Erlasses.

Art. 11 - Der Verwalter entzieht dem Unternehmen, das gegen das Dekret, den vorliegenden Ausführungserlass oder die europäischen Vorschriften über die Einstufung von Unternehmen verstößt, vor Ablauf der Gültigkeitsdauer den Unternehmenspass.

Der Verwalter benachrichtigt das Unternehmen per E-Mail über die Plattform von seiner Absicht, den Unternehmenspass zu entziehen, und von den Gründen dafür.

Das Unternehmen verfügt über eine Frist von fünfzehn Arbeitstagen ab dem Erhalt der E-Mail über die in Absatz 2 genannte Plattform, um seine Daten nach dem in den Artikeln 5 bis 7 des vorliegenden Erlasses genannten Verfahren zu aktualisieren.

Nach Ablauf dieser Frist, wenn keine Regularisierung erfolgt oder das Unternehmen nicht antwortet, entzieht der Verwalter den Unternehmenspass und informiert das Unternehmen per E-Mail über die Plattform darüber.

KAPITEL 4 — *Einsichtnahme in den Unternehmenspass durch die Dienststellen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie*

Art. 12 - Wenn die Dienststellen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie im Rahmen ihrer Zuständigkeiten die Einstufung eines Unternehmens in Erfahrung bringen müssen, nehmen sie Einsicht in den vom Verwalter erstellten Unternehmenspass. Die Dienststellen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie können diese Abfrage durchführen, indem sie gemäß den vom Minister festgelegten Bedingungen und Modalitäten direkt auf die Datenbank Unternehmenspass zugreifen.

KAPITEL 5 — *Einsichtnahme in den Unternehmenspass und Zugriff auf die Datenbank "Unternehmenspass" durch andere Behörden*

Art. 13 - Gemäß Artikel 7 des Dekrets kann der Verwalter Protokolle mit einer öffentlichen Behörde schließen, die Beihilfen für Unternehmen gewährt, damit diese die Einstufung der Unternehmen überprüfen kann, indem sie den Unternehmenspass dieser Unternehmen einsieht und auf die Datenbank "Unternehmenspass" zugreift.

In den Protokollen werden die finanziellen Bedingungen, die technischen Kriterien und die Modalitäten für den Zugriff auf die Datenbank "Unternehmenspass" festgelegt, damit die Abfrage von Unternehmenspässen unter Beachtung des Dekrets und seiner Durchführungsbestimmungen erfolgen kann.

Die Protokolle enthalten eine Revisionsklausel. Die Revision erfolgt, wenn die Datenbank "Unternehmenspass" gemäß Artikel 8 des Dekrets als authentische Quelle anerkannt wird.

KAPITEL 6 — *Schlussbestimmungen*

Art. 14 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. März 2024 in Kraft.

Art. 15 - Der Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Februar 2024

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Städtebau und Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/202562]

15 FEBRUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 30 november 2023 houdende oprichting van een ondernemingspaspoort tot bepaling van de kwalificatie van de ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 november 2023 houdende oprichting van een ondernemingspaspoort tot bepaling van de kwalificatie van de ondernemingen, de artikelen 2, 5, 7, tweede lid, en 10, § 2, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 februari 2023

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 februari 2023;

Gelet op het rapport van 7 februari 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op standaardadvies nr. 65/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 24 maart 2023, waarnaar de Autoriteit verwijst bij besluit van 27 april 2023 in het dossier CO-A-2023_149 cm;

Gelet op advies nr. 1534 van de "Conseil économique, social et environnemental de la Région wallonne" (Economisch, sociaal en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 3 april 2023;

Gelet op advies 75.021/2 van de Raad van State, gegeven op 1 februari 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder:

1° "het decreet": het decreet van 30 november 2023 houdende oprichting van een ondernemingspaspoort tot bepaling van de kwalificatie van de ondernemingen;

2° de "SPW EER": de "Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche" (de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek);

3° "het inleidend verslag": het verslag dat aan de onderneming wordt verstrekt om haar in staat te stellen de analyse van de beheerder en de kwalificatie van de geselecteerde inleidende onderneming te beoordelen en haar opmerkingen dienaangaande kenbaar te maken.

HOOFDSTUK 2. — *Aanwijzing van de beheerder*

Art. 2. Overeenkomstig artikel 2 van het decreet, wordt de "SPW EER" aangewezen als beheerder voor het uitvoeren van de in het decreet vastgelegde opdrachten en hierna beheerder genoemd.

HOOFDSTUK 3. — *Aanvraag, afgifte, verlenging, bijwerking en geldigheidsduur van het ondernemingspaspoort*

Art. 3. De aanvraag tot afgifte of verlenging van het ondernemingspaspoort worden gedaan via het platform. De informatie die de onderneming moet verstrekken krachtens de artikelen 9, § 2, en 10, § 2, van het decreet, wordt eveneens via het platform verstrekt.

Art. 4. De aanvraag voor een ondernemingspaspoort wordt gedaan met behulp van een formulier waarop de identiteit van de onderneming en die van de natuurlijke persoon, of zijn gemachtigde, die de aanvraag namens het bedrijf indient, vermeld staat.

De onderneming is aansprakelijk voor de gevolgen van het verstrekken van onjuiste gegevens.

Voordat de aanvraag wordt behandeld, zorgt de beheerder ervoor dat deze wordt ingediend door een persoon die de onderneming wettelijk kan vertegenwoordigen of door een door laatstgenoemde gemachtigde persoon. De beheerder zorgt hiervoor door de beschikbare documenten of elementen te raadplegen. Indien nodig vraagt de beheerder om de mededeling van documenten die de vertegenwoordigingsbevoegdheid van de onderneming aantonen.

De beheerder kan eisen dat de in het derde lid bedoelde persoon zich op het platform identificeert aan de hand van zijn elektronische identiteitskaart.

De beheerder bericht ontvangst van de aanvraag per e-mail op het adres dat op het aanvraagformulier staat.

De aanvraag voor een ondernemingspaspoort geeft aanleiding tot een beslissing binnen een termijn van drie maanden na de datum waarop het dossier als volledig wordt beschouwd in de zin van artikel 6.

Art. 5. Om de aanvraag te behandelen, gebruikt de beheerder de nodige gegevens uit het formulier, verzamelt hij de andere nodige gegevens uit de authentieke bronnen vermeld in artikel 9, § 2 van het decreet, analyseert hij deze in toepassing van de Europese regels met betrekking tot de kwalificatie van de ondernemingen, en stuurt hij zijn inleidend verslag via het platform aan de onderneming.

Art. 6. De beheerder kan de onderneming vragen om de ontbrekende informatie via het platform te verstrekken.

De onderneming heeft vanaf de dag na de datum van ontvangst van de mededeling over de ontbrekende informatie van de beheerder een maand de tijd om de ontbrekende informatie per e-mail te verzenden.

Als de onderneming de in het tweede lid vermelde termijn niet naleeft, stuurt de beheerder een herinnering via het platform, waarbij de termijn met tien werkdagen wordt verlengd.

Na de termijn bedoeld in het derde lid, sluit de beheerder het dossier zonder verdere actie. Hij brengt de onderneming tegelijkertijd op de hoogte daarvan.

De onderneming kan vervolgens een nieuwe aanvraag indienen overeenkomstig artikel 4.

Art. 7. Het inleidend verslag geeft een overzicht van de gegevens waarop het is gebaseerd.

De onderneming brengt de beheerder op de hoogte van elke fout in de gegevens die op haar betrekking hebben vanaf de dag na de datum van ontvangst per e-mail via het platform van het inleidend verslag.

Binnen de in het tweede lid bedoelde termijn kan de onderneming bevestigen dat zij akkoord gaat met het inleidend verslag of, indien zij niet akkoord gaat, haar gemotiveerde opmerkingen aan de beheerder bezorgen. Deze opmerkingen gaan vergezeld van de aanvullende documenten die relevant zijn voor de toepassing van de Europese regels inzake de kwalificatie van de ondernemingen.

Als de onderneming haar relevante opmerkingen binnen de in het tweede lid bedoelde termijn indient, verwerkt de beheerder deze in zijn analyses om een eindverslag op te stellen, dat binnen tien werkdagen per e-mail via het ondernemingspaspoort wordt geleverd.

Als de onderneming akkoord gaat met het inleidend verslag, of als de onderneming geen verzoek tot rectificatie of opmerking indient binnen de gestelde termijn, verstrekt de beheerder het ondernemingspaspoort per e-mail via het platform op basis van het inleidend verslag.

De beheerder brengt de onderneming op de hoogte van de afgifte via het platform en per e-mail op het adres vermeld op het aanvraagformulier.

Art. 8. Behalve in de in dit besluit bedoelde gevallen, wordt het ondernemingspaspoort verstrekt voor een periode van één jaar vanaf de datum van afgifte. Na afloop van de geldigheidsduur kan het ondernemingspaspoort op verzoek van de onderneming met een jaar worden verlengd volgens de procedure bedoeld in artikel 4 en aan de hand van een verlengingsformulier dat beschikbaar is op het platform.

De aanvraag tot verlenging wordt onderzocht overeenkomstig de artikelen 5 tot 7.

Art. 9. Overeenkomstig artikel 10, § 1, derde lid, van het decreet, kan de onderneming op elk moment de gegevens die op haar betrekking hebben alsook haar ondernemingspaspoort raadplegen via het platform.

Art. 10. § 1. Overeenkomstig artikel 10, § 2, eerste lid, van het decreet, is de onderneming die houder is van het ondernemingspaspoort ertoe gehouden de beheerder in kennis te stellen van alle wijzigingen betreffende de samenstelling van haar aandeelhouderschap, eventuele deelnemingen in andere ondernemingen of andere gegevens vermeld op het ondernemingspaspoort opgenomen gegevens overeenkomstig artikel 6 van het decreet.

Het bedrijf brengt de beheerder daarvan op de hoogte via het platform. De onderneming is verantwoordelijk voor alle gevolgen die voortvloeien uit het gebrek aan informatie van de beheerder.

Op basis van deze informatie en overeenkomstig de artikelen 5 tot 7, verstrekt de beheerder, in voorkomend geval, een nieuw ondernemingspaspoort per e-mail via het platform.

§ 2. De beheerder kan vrijwillig de relevantie en geldigheid controleren van de informatie opgenomen in de interne database van de beheerder en in het ondernemingspaspoort van de onderneming.

De beheerder die een wijziging vaststelt betreffende de samenstelling van het aandeelhouderschap, eventuele deelnemingen in andere ondernemingen of andere gegevens opgenomen op het ondernemingspaspoort overeenkomstig artikel 6 van het decreet, nodigt per e-mail via het platform de onderneming uit die houder is van het ondernemingspaspoort om haar aanvraag om ondernemingspaspoort te vernieuwen overeenkomstig de artikelen 5 tot 7 aan de hand van een verlengingsformulier dat beschikbaar is op het platform.

De onderneming heeft vijftien werkdagen na ontvangst van de e-mail via het platform om de verlengingsaanvraag bedoeld in het tweede lid in te dienen. Na deze termijn trekt de beheerder het ondernemingspaspoort in overeenkomstig artikel 11 van dit besluit.

Art. 11. Als een onderneming het decreet, dit uitvoeringsbesluit of de Europese met betrekking tot de kwalificatie van de ondernemingen niet naleeft, trekt de beheerder haar ondernemingspaspoort in voordat het verloopt.

De beheerder stelt de onderneming per e-mail via het platform op de hoogte van zijn voornemen om het ondernemingspaspoort in te trekken en de redenen daarvoor.

De onderneming beschikt over vijftien werkdagen vanaf de ontvangst van de e-mail via het in het tweede lid bedoeld platform om haar gegevens bij te werken overeenkomstig de procedure bedoeld in de artikelen 5 tot 7 van dit besluit.

In geval van gebrek aan regularisatie of reactie van de onderneming na deze termijn, trekt de beheerder het ondernemingspaspoort in en brengt hij de onderneming op de hoogte daarvan per e-mail via het platform.

HOOFDSTUK 4. — *Raadpleging van het Ondernemingspaspoort door de diensten van de Waalse Overheidsdienst*

Art. 12. Wanneer de diensten van de Waalse Overheidsdienst de kwalificatie van een onderneming moeten kennen in het kader van hun bevoegdheden, raadplegen ze het Ondernemingspaspoort opgesteld door de beheerder. De diensten van de Waalse Overheidsdienst kunnen deze raadpleging uitvoeren door rechtstreeks toegang te krijgen tot de databank Ondernemingspaspoort, volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald door de Minister.

HOOFDSTUK 5. — *Raadpleging van het Ondernemingspaspoort en toegang tot de databank Ondernemingspaspoort door andere overheidsinstanties*

Art. 13. Overeenkomstig artikel 7 van het decreet, kan de beheerder protocollen afsluiten met een overheidsinstantie die steun verleent aan ondernemingen teneinde deze in staat te stellen de kwalificatie van de ondernemingen te controleren door het ondernemingspaspoort van deze ondernemingen te raadplegen, door toegang te krijgen tot de databank Ondernemingspaspoort.

De protocollen bepalen de financiële voorwaarden, technische criteria en modaliteiten voor de toegang tot de databank voor Ondernemingspaspoorten, om de Ondernemingspaspoorten te kunnen raadplegen in overeenstemming met het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

De protocollen bevatten een herzieningsclausule. De herziening vindt plaats wanneer de Ondernemingspaspoort Entreprijs-databank wordt erkend als authentieke bron, overeenkomstig artikel 8 van het decreet.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2024.

Art. 15. De Minister bevoegd voor economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 februari 2024.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/004296]

14 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant la carte archéologique pour la Province de Namur en exécution de l'article D.60 du Code wallon du Patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Patrimoine – partie décrétable, l'article D.60 ;

Vu le Code wallon du Patrimoine – partie réglementaire, les articles R.60-1 à R.60-4 ;

Vu l'avis de la Commission royale des monuments, sites et fouilles, donné le 27 février 2024 ;

Considérant la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée), signée à La Valette le 16 janvier 1992 et ratifiée par la Belgique le 8 octobre 2010, qui invite les parties, d'une part, à assurer une consultation systématique entre archéologues, urbanistes et aménageurs du territoire et, d'autre part, à rechercher la conciliation et l'articulation des besoins respectifs de l'archéologie et de l'aménagement en veillant à ce que des archéologues participent aux politiques de planification visant à établir des stratégies équilibrées de protection, de conservation et de mise en valeur des sites présentant un intérêt archéologique ;

Considérant la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société signée à Faro le 27 octobre 2005 et ratifiée par la Belgique le 13 mai 2022 qui, en matière de gestion du patrimoine culturel, engage les parties à promouvoir une approche intégrée et bien informée de l'action des pouvoirs publics dans tous les secteurs et à tous les niveaux ;

Sur la proposition de la Ministre du Patrimoine ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La carte archéologique pour la Province de Namur visée à l'article D.60 du Code wallon du Patrimoine est adoptée conformément aux plans ci-annexés.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2024.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* est postérieure à la date visée à l'alinéa 1^{er}, le présent arrêté entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. La Ministre du Patrimoine est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 mars 2024.

Pour le Gouvernement :
Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE